



**EXTRAIT DU REGISTRE
 DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
 DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2019-22
 Séance du 25 avril 2019 à dix-huit heures trente**

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-cinq avril à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Caizergues, Carbonneill, Palau, Perez, Petit, Weber
 Mmes Bérard, Bertin, Castillo, Fraisse, Pervent, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Billette procuration à M. Caizergues,
 M. Hervet procuration à Mme Fraisse, M. Lenoir procuration à M. Petit

Absents excusés : Mme Albigès, Mme Chibani, M. Joly, Mme Maury, Mme Olivier,
 M. Serra, Mme Vella

Secrétaire de séance : Mme Irène Vilaplana

Nombre de membres en exercice : 22
Présents : 12
Procurations : 3

Absents : 7
Votants : 15

Date de convocation et affichage
 15 avril 2019

Objet : Concours du receveur municipal - attribution d'indemnité

M. le maire donne la parole à M. Michel PEREZ, délégué aux finances, qui expose :

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Décide :

- de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil,
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100% par an,
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité et sera attribuée à Mme Catherine MASSE, Receveur municipal remplaçante de Mme Brigitte HILAIRE, sur la base de 10 mois pour Madame MASSE et 2 mois pour Mme HILAIRE.

La délibération est adoptée avec 14 voix pour, 1 abstention et 0 voix contre.

Ainsi fait et délibéré
 Lavérune le 25 avril 2019
 Roger CAIZERGUES
 Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.6.3